



FIGESTAUDIT

Société de commissariat aux comptes

ASSOCIATION NOVA DONA

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75014 PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

-+-+--+--

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2021

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

www.figest.fr - contact@figest.fr

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Membres de l'Association,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association NOVA DONA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

2.3 – Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthode comptable exposés dans l'annexe des comptes annuels résultant de l'application des règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04.

3 – Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés selon les principes et conventions générales indiqués dans le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.
- Nos travaux ont consisté à apprécier le bien fondé du choix des hypothèses retenues et leur correcte application pour l'établissement des états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, les changements de méthode comptable exposés dans l'annexe des comptes annuels résultent de l'application des règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Le total bilan s'élève à 822 270 euros et fait ressortir un excédent de 51 067 euros.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Reims, le 14 juin 2021

Julien DURAND
Commissaire aux comptes
Responsable technique et
Gérant de la société FIGESTAUDIT



BILAN

période du 01/01/2020 au 31/12/2020

ACTIF	du 01/01/2020 au 31/12/2020			au 31/12/2019
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques	4 915	4 915	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et Outil. Industriels				
Autres immobilisations corporelles	39 952	31 277	8 675	10 707
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 250	0	7 250	7 250
TOTAL I	52 117	36 192	15 925	17 957
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvision.				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	5 967	0	5 967	200
Autres créances	64 664	0	64 664	40 083
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	735 714	0	735 714	660 498
Charges constatées d'avances	0	0	0	0
TOTAL II	806 345	0	806 345	700 780
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement d'obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	858 462	36 192	822 270	718 737

BILAN

période du 01/01/2020 au 31/12/2020

PASSIF	au 31/12/2020	au 31/12/2019
	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	33 238	33 238
Réserve de compensation	20 818	18 778
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau	214 627	248 566
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	0	-33 939
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée	55 935	7 775
Dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	-25 103	-25 103
Excédent ou déficit de l'exercice	51 067	50 198
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	10 601	28 788
TOTAL I	361 183	328 301
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	121 338	121 337
Fonds dédiés	174 105	131 379
TOTAL II	295 443	252 716
Emprunts obligataires		
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunt et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 183	52 029
Dettes fiscales et sociales	97 462	85 691
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0	0
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	165 645	137 720
Ecart de conversion actif (IV)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	822 270	718 737

**COMPTE DE
RESULTAT**
période du 01/01/2020 au 31/12/2020

N° Siret : 40019824800000033
Code APE : 9499Z
Exercice : 2020

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises		
Production vendue (bien et services)	5 967	7 970
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	5 967	7 970
dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	788 548	742 120
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	0	6 963
Transferts de charges		
Autres produits (hors cotisations)	0	0
TOTAL I	794 515	757 053
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes	270 628	237 137
Impôts, taxes et versements assimilés	18 816	24 385
Salaires et traitements	302 274	299 449
Charges sociales	124 543	127 565
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	2 032	3 632
Sur immobilisations : dotations aux provisions	0	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions	0	0
Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	0
Reports en fonds dédiés	24 539	0
Autres charges	669	14 797
TOTAL II	743 501	706 965
1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	51 014	50 088
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent ou déficit transféré III	0	0
Déficit ou excédent transféré IV	0	0
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1	2
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	1	2

COMPTE DE RESULTAT

période du 01/01/2020 au 31/12/2020

N° Siret : 40019824800000033
Code APE : 9499Z
Exercice : 2020

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	1	2
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)	51 015	50 090
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	52	203
Sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
TOTAL VII	52	203
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	0	95
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
TOTAL VIII	0	95
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	52	108
Impôts sur les sociétés IX	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	794 568	757 257
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)	743 501	707 060
SOLDE INTERMEDIAIRE	51 067	50 198
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0	0
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0
EXCEDENT ou DEFICIT	51 067	50 198

ANNEXE au BILAN et au COMPTE DE RESULTAT

1 - PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

NOVA DONA est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 18 mai 1994.

Le centre NOVA DONA, situé aujourd'hui 12, allée Gaston Bachelard 75014 PARIS est ouvert depuis le 1er février 1995, Il regroupe en un lieu unique un CAARUD et un CSAPA qui ont pour vocation d'accueillir toute personne faisant usage de produits psycho actifs.

Cette configuration facilite l'accès à la structure et permet de diversifier l'offre, ainsi, chaque usager qui entre à Nova Dona y a sa place où qu'il en soit dans son parcours.

Le rythme de chaque usager est respecté et le seuil d'exigence de la structure est adapté à chacun.

Le centre NOVA DONA a pour objectif principal : Accueillir et accompagner les usagers de drogues afin de répondre à l'urgence, limiter la souffrance, réduire les risques sanitaires et sociaux liés à l'usage notamment les risques de transmission du VIH et des hépatites, atteindre les personnes marginalisées, permettre un suivi médical et à une insertion sociale.

2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

2.1.1 Changement de méthode comptable et de de présentation empêchant la comparaison

Pour faire suite aux nouvelles réglementations comptables des organismes sans but lucratif (ANC n°2018-06 et 2020-08) [et des entités gestionnaires d'établissements sociaux et médico-sociaux (ANC n°2019-04)] applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, les changements suivants ont été appliqués :

- Modification du plan de comptes applicable à l'enregistrement des opérations de l'année et reclassement, le cas échéant, des opérations constatées au bilan clos le 31-12-2019. Les comptes liés aux fonds propres, réserves et fonds dédiés ont été principalement impactés.
- Modification de la présentation des états financiers (Bilan, compte de résultat et annexe), dont les principaux impacts sont les suivants :

Compte de résultat :

- Ces ressources de l'association sont désormais présentées par nature de financeur.
- Les flux de l'exercices relatifs aux fonds dédiés précédemment présentés au pied du compte de résultat, impactent maintenant le résultat d'exploitation. Le résultat d'exploitation retraité de cette nouvelle présentation a eu un impact de 0 €.

Bilan - Fonds associatifs :

- Ils permettent dorénavant de mieux identifier les fonds propres avec ou sans droit de reprise, la situation nette de la structure. [Une information complémentaire y est par ailleurs donnée sur les résultats et réserves des établissements sous gestion contrôlée.

Comptes retraités 2019 :

Compte tenu des changements liés aux changements de réglementation comptable et uniquement afin de permettre une meilleure comparabilité des états financiers avec ceux de 2020, des comptes retraités 2019 ont été réalisés et sont présentés dans les tableaux du bilan et du compte de résultat.

- Application de nouvelles règles de comptabilisation ;

Subventions d'investissement :

il n'est plus fait de distinction dans le traitement comptable entre les biens renouvelables par l'entité et ceux qui ne le sont pas. Dorénavant, l'ensemble de ces financements est présenté au passif du bilan dans le poste subventions d'investissement et rapporté au résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles financent.

Fonds dédiés :

- Les dotations et les reprises de fonds dédiés impactent dorénavant le résultat d'exploitation. Précédemment, elles étaient présentées entre le résultat exceptionnel et le résultat net.
- Fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

2.1.2. Changement d'estimation comptable

--- Néant ---

2.2. PRINCIPES COMPTABLES

Le présent exercice couvre la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4-11-2016 de l'Autorité des normes et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article I° du règlement ANC 2019-04 et le règlement ANC 2020-08 ;
- du règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- du Code de l'Action Sociale et des Familles pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;

- de l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif ;
- de l'instruction D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- de l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires.

2.3. METHODES D'EVALUATION

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Le montant de 4 915 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/19	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/20
Logo	2 260 €	0 €	0 €	2 260 €
Logiciels	2 655 €	0 €	0 €	2 655 €
TOTAL	4 915 €	0 €	0 €	4 915 €

Les taux et modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Logo linéaire : 20 %
- Logiciels linéaire : 100 %

3.1.2. Immobilisations corporelles

Le montant de 39 952 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/19	Acquisitions	Cessions (mises au rebut)	Solde au 31/12/20
Matériel industriel	4 511 €	0 €	0 €	4 511 €
Installations générales	15 550 €	0 €	0 €	15 550 €
Matériel de bureau et informatique	16 883 €	0 €	0 €	16 883 €
Mobilier	3 008 €	0 €	0 €	3 008 €
TOTAL	39 952 €	0 €	0 €	39 952 €

Les taux et modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Matériel industriel linéaire : 20 %
- Installations générales linéaire : 10 %
- Matériel de bureau et informatique dégressif : 40 et 50 %
- Mobilier linéaire : 10 %

3.1.3. Immobilisations financières

Le montant de 7 250 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/19	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/20
Dépôts	6 095 €	0 €	0 €	6 095 €
Cautionnements	1 155 €	0 €	0 €	1 155 €
TOTAL	7 250 €	0 €	0 €	7 250 €

3.2. ÉTAT DE L'ACTIF CIRCULANT

3.2.1. Créances :

- Usagers et comptes rattachés 5 967 €
- Autres créances 64 664 €
- Charges constatées d'avance 0 €

3.3. ÉCHEANCE DES DETTES ET DES CRÉANCES

L'échéance de toutes les dettes et créances inscrites au bilan est à moins d'un an.

3.4. ÉTAT DES CHARGES A PAYER

- Dettes fournisseurs	63 633 €
- Factures non parvenues	4 550 €
- Autres rémunérations et charges sociales	86 030 €
- Dettes fiscales	11 432 €
- Autres dettes	0 €

3.5. SUIVI DES FONDS DEDIES

Ressources \ Situations	Montant initial	Fonds à engager au 01/01/20	Utilisation en cours d'exercice 2020	Engagement à réaliser s/nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager au 31/12/20
CPAM (Dot. CAARUD 2010)	45 000 €	38 263 €	0 €	0 €	38 263 €
CPAM (Dot. CSAPA 2010)	105 000 €	62 296 €	0 €	0 €	62 296 €
CPAM (Dot. CAARUD 2012)	15 000 €	10 920 €	0 €	0 €	10 920 €
CPAM (Dot. CSAPA 2012)	15 000 €	9 900 €	0 €	0 €	9 900 €
CPAM (Dot. CAARUD 2016)	10 000 €	10 000 €	0 €	0 €	10 000 €
CPAM (CNR prime Covid CAARUD 2020)	2 400 €	2 400 €	2 400 €	0 €	0 €
CPAM (CNR prime Covid CSAPA 2020)	8 745 €	8 745 €	8 745 €	0 €	0 €
CPAM (CNR surcoûts Covid CAAARUD 2020)	10 056 €	10 056 €	10 056 €	0 €	0 €
CPAM (CNR prov. dépenses CAARUD 2021)	6 000 €	0 €	0 €	6 000 €	6 000 €
CPAM (CNR autres CAARUD 2020)	8 100 €	8 100 €	6 117 €	0 €	1 983 €
CPAM (CNR surcoûts Covid CSAPA 2020)	14 071 €	14 071 €	14 071 €	0 €	0 €
CPAM (CNR prov. dépenses CSAPA 2021)	6 000 €	0 €	0 €	6 000 €	6 000 €
CPAM (CNR autres CSAPA 2020)	11 400 €	11 400 €	844 €	0 €	10 556 €
TOTAL	256 772 €	186 151 €	42 233 €	12 000 €	155 918 €

3.6. SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Le délai entre la transmission aux financeurs des comptes administratifs et leur acceptation définitive est d'environ deux ans. Nous n'avons pas à ce jour de retour définitif concernant les comptes administratifs 2019 ; l'affectation du résultat porte ainsi sur l'exercice n-2.

3.7. VARIATION DES FONDS PROPRES

FONDS PROPRES	Au 31/12/2019	Augmentation	Diminution ou consommation	Au 31/12/2020
Fonds propres sans droits de reprises	0	0	0	0
Fonds propres avec droits de reprises	0	0	0	0
Écart de réévaluation	0	0	0	0
Réserves	52 016	2 040	0	54 056
Report à nouveau	197 299	50 198	0	247 497
Excédent ou déficit de l'exercice	50 198	51 067	50 198	51 067
Situation nette	299 513	103 305	50 198	352 620
Fonds propres consommables	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0
Provisions réglementées	28 788	0	18 187	10 601
TOTAL	328 301	103 305	68 385	363 221

3.8. ENGAGEMENTS

Une estimation des indemnités de fin de carrière a été réalisée ; la dette actuarielle s'élève à un montant global de **102 881,28 €**.

3.9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE LIÉS À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Conformément aux articles 833-1, 833-2/1/d et 833-2/3 du Plan Comptable Général ; à l'avis de l'ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes, il est précisé qu'il n'est pas attendu que l'épidémie de Covid-19 ait des conséquences significatives sur les comptes de l'association en 2021.

4. ÉTATS ET TABLEAUX ANNEXES

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT EFFECTIF

	Exercice 2020	Exercice 2019
RÉSULTAT COMPTABLE	51 067	50 198
Reprise du résultat antérieur	3 561	0
EXCÉDENT - DÉFICIT GLOBAL	47 506	50 198

IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS

Immobilisations	Valeur à amortir	Amortissements et dépréciations au 31/12/2019	Dotation 2020	Diminution 2020	Amortissements et dépréciations au 31/12/2020	Valeur résiduelle
Immobilisations incorporelles	4 915	4 915	0	0	4 915	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, logiciels, ...	4 915	4 915	0	0	4 915	0
Fonds commercial (établissements privés)	0	0	0	0	0	0
- dont droit au bail	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	39 951	29 244	2 032	0	31 276	8 675
Terrains	0	0	0	0	0	0
Agencements et aménagements des terrains, ...	0	0	0	0	0	0
Constructions sur sol propre	0	0	0	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui	0	0	0	0	0	0
Installations, matériel et outillage techniques	4 511	4 256	143	0	4 399	112
Autres immobilisations corporelles	35 440	24 988	1 889	0	26 877	8 563
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Participations et créances rattachées à des part.	0	0	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS	44 866	34 160	2 032	0	36 191	8 675

ÉTAT DES CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

	Montant 2020
CHARGES À PAYER	
Fatures non parvenues	4 550
Dettes provisionnées pour congés à payer	48 351
Charges sociales sur congés à payer	19 540
Charges fiscales sur congés à payer	2 865
Total des charges à payer	75 306
PRODUITS À RECEVOIR	
Indemnités journalières de Sécurité Sociale (USS)	1 166
OPCO Santé	5 276
Total des produits à recevoir	6 442

ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

		Montant 2020
CRÉANCES		
Usagers et comptes rattachés		5 967
Autres créances		64 664
Charges constatées d'avance		0
Total des créances		70 631
DETTES		
Dettes fournisseurs		63 633
Factures non parvenues		4 550
Autres rémunérations et charges sociales		86 030
Dettes fiscales		11 432
Autres dettes		0
Total des dettes		165 645

EFFECTIF AU 31/12/2020

CADRE		NON CADRE		TOTAL	
H	F	H	F	H	F
2	1	1	4	3	5

PROVISION POUR CONGÉS PAYÉS

PROVISIONS	Montant 2020
Indemnités de congés payés brutes	48 351
Charges sociales sur congés à payer	19 540
Charges fiscales sur congés à payer	2 865
Total des provisions	70 756